

Communiqué de presse

Sujet	Message du Conseil fédéral sur l'initiative populaire « Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie »
Pour tout renseignement	Martin Bäumle, président du parti, tél. +41 79 358 14 85 Roland Fischer, Conseiller national et chef de projet, tél. +41 79 422 76 60
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, case postale 367, 3000 Berne 7 Tel. +41 31 322 60 57, Courriel : suisse@vertliberaux.ch, www.vertliberaux.ch
Date	20 novembre 2013

Le Conseil fédéral s'oppose à une réforme fiscale écologique et met ainsi en danger le tournant énergétique

Le Conseil fédéral recommande dans le message qu'il vient de publier aujourd'hui de rejeter l'initiative populaire « Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie » sans même soumettre de contre-projet. Le Conseil fédéral attaque de front une réforme fiscale écologique. Pour les Vert'libéraux, il ne fait pas l'ombre d'un doute que la transition énergétique n'est possible qu'en passant rapidement des subventions à des incitations propres à une économie de marché. Si le parlement entend vraiment sortir du nucléaire de façon respectueuse du climat et de l'économie, il doit soit adopter l'initiative « Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie », soit développer un contre-projet efficace. Le président du parti Martin Bäumle en appelle aux autres partis : « Les libéraux-radicaux sont cordialement invités à traduire les belles paroles de leur président de parti en actes, et de jeter avec nous les bases d'une réforme fiscale écologique ».

Les Vert'libéraux ne montrent aucune compréhension pour le message du Conseil fédéral publié ce jour sur l'initiative populaire « Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie ». Le Conseil fédéral, qui prétend toujours favoriser une réforme fiscale écologique, se discrédite en recommandant de rejeter une initiative populaire présentant un concept exhaustif et fiscalement neutre – sans même vouloir lui opposer de contre-projet. Le Conseiller national Roland Fischer estime : « En renonçant à présenter un contre-projet, le Conseil fédéral prouve qu'il ne dispose pas lui-même d'un meilleur concept pour une réforme fiscale écologique ». La discussion sur l'initiative populaire au Conseil national et au Conseil des Etats débouchera ainsi sur un débat de fond sur la nécessité d'une réforme fiscale écologique. Les partis ayant voté en faveur d'une sortie du nucléaire devront jouer cartes sur table et assurer la transition énergétique par le biais d'une réforme fiscale écologique, qui seule permettra de passer rapidement de lois contraignantes et de subventions à des incitations conformes à l'économie de marché.